



## Le compte à rebours de la conférence des ministres de l'OMC à Hongkong a commencé

Les préparatifs en vue de la conférence des ministres de l'OMC à Hongkong tournent à plein régime. Tous les pays qui y participeront sont toutefois d'ores et déjà conscients que le cycle de Doha ne pourra pas être achevé lors de cette conférence : les divergences entre les différents pays ou groupes de pays sont trop grandes, et cela dans tous les domaines.

En date du 2 décembre, le Directeur général Pascal Lamy a publié le document de travail définitif. Il se base sur le rapport intermédiaire de juillet 2004 accepté par tous les pays et montre les domaines dans lesquels il existe un certain consensus ou au contraire de grosses divergences. C'est sur cette base que les ministres devront poursuivre leurs travaux à Hongkong, avec pour objectif de conclure le cycle de Doha à fin 2006.

En ce qui concerne le dossier agricole, les positions n'ont pour ainsi dire pas changé au cours de ces derniers mois. Certes, les Etats-Unis, le G20, l'UE, les Etats ACP, les petits pays en développement et le G10 ont, sous la direction de la Suisse, formulé leurs propositions écrites mais les différentes conceptions - surtout en ce qui concerne l'accès au marché - subsistent. Les grands exportateurs agricoles du G20 avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Brésil et les Etats-Unis exigent une plus grande libéralisation du marché agricole et son corollaire, une importante réduction de la protection des frontières. En face se trouvent les importateurs nets du G10 et des pays en développement (Etats ACP ainsi que de petits pays en développement) qui, en raison d'une libéralisation croissante, craignent de perdre leurs préférences pour les exportations dans des pays industrialisés. La proposition de l'UE prévoit une réduction modérée de la protection des frontières mais aussi une limite supérieure des droits de douane, à l'instar de ceux du G20 et des Etats-Unis. Malgré cela, la proposition de l'UE ne va pas assez loin aux yeux du G20 et des Etats-Unis. Pour le G10 et ses alliés, en revanche, cette proposition dépasse de loin la réduction acceptable de la protection des frontières. Il existe en outre aussi des dissensions à propos de l'importance de la diminution du soutien du marché.

Tous les pays sont d'accord sur le fait que les subventions à l'exportation génèrent les plus grandes distorsions des prix sur les marchés mondiaux. Raison pour laquelle ces subventions devraient être abolies ; cependant, personne n'a encore pu se mettre d'accord sur le calendrier de leur élimination progressive ni sur la question des crédits à l'exportation. Il existe également des conceptions antagonistes dans le domaine de la réglementation des entreprises exportatrices étatiques et des conditions permettant d'assurer le soutien alimentaire. Autres points litigieux du dossier agricole : la diminution des distorsions du marché du coton et des bananes, la définition et le traitement de produits sensibles et spécifiques, le champ d'application d'une clause de sauvegarde ainsi que des mesures plus flexibles pour les pays en développement.

Mais également dans d'autres dossiers du cycle de Doha tels que produits industriels, prestations de services, règles commerciales et transparence, indications des provenances, etc. les progrès restent maigres et les divergences grandes. D'intenses négociations seront encore nécessaires pour réussir à débloquer la situation dans ces domaines. Il va de soi que les pays membres de l'OMC poursuivent des objectifs différents dans chacun des dossiers. Ainsi la Suisse a-t-elle des intérêts offensifs dans le secteur des produits industriels et des prestations de services. Inversement, des pays tels que le Brésil demandent une plus grande libéralisation du marché agricole ainsi que de petites concessions dans les dossiers des produits industriels et des prestations de services. Les positions et intérêts divergents

engendrent non seulement des tensions entre certains pays et groupes de pays mais aussi au sein des pays eux-mêmes. La position d'« économie suisse » et de ses représentants vis-à-vis de l'agriculture suisse et de la délégation de négociation doit être considérée sous l'angle de ces tensions croissantes qui n'apportent toutefois pas grand-chose à l'élaboration de solutions constructives.

Les négociations de Hongkong s'annoncent donc difficiles et les scénarii les plus divers sont envisageables. Outre les délégations officielles, des ONG d'horizons les plus divers seront également présentes et tenteront d'influencer les négociations : organisations de la collaboration au développement et/ou de la protection de l'environnement, associations industrielles et bien entendu aussi des associations paysannes, pour n'en citer que quelques-unes. Les associations paysannes ont intensifié leur collaboration au niveau mondial et s'investissent pour l'avenir des exploitations familiales agricoles. L'enjeu est énorme pour l'agriculture suisse, même si le cycle de Doha ne devait pas être achevé à Hongkong. L'USP s'engage également dans le cadre des négociations de Hongkong avec tous les moyens dont elle dispose pour inciter la Confédération à ne pas faire de concessions susceptibles de menacer le développement de l'agriculture en Suisse.

*Heidi Bravo, SBV*